Document generated on 06/05/2025 8:56 a.m.

Revue internationale de l'économie sociale
Recma

Le siècle des communismes, Sous la direction de Michel Dreyfus, Bruno Groppo, Claudio Ingerflom, Roland Lew, Claude Pennetier, Bernard Pudal, Serge Wolikow. Les Éditions de l'Atelier, 2000, 542 p.

Bernard Gibaud

Number 279, January 2001

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1023757ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1023757ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut de l'économie sociale (IES)

ISSN

1626-1682 (print)
2261-2599 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Gibaud, B. (2001). Review of [*Le siècle des communismes*, Sous la direction de Michel Dreyfus, Bruno Groppo, Claudio Ingerflom, Roland Lew, Claude Pennetier, Bernard Pudal, Serge Wolikow. Les Éditions de l'Atelier, 2000, 542 p.] *Revue internationale de l'économie sociale*, (279), 89–91. https://doi.org/10.7202/1023757ar

Tous droits réservés © Recma, 2001

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

NOTES DE LECTURE

Le siècle des communismes
Sous la direction de Michel Dreyfus, Bruno Groppo, Claudio Ingerflom, Roland Lew, Claude Pennetier, Bernard Pudal, Serge Wolikow.
Les Editions de l'Atelier, 2000, 542 p.

Les controverses que suscite l'évaluation du communisme au terme du XXe siècle ne peuvent laisser indifférente une revue à vocation scientifique comme la *Recma*. L'économie sociale, née d'aspirations visant à dépasser l'horizon des calculs égoïstes d'une société strictement marchande, n'a cessé en effet de croiser sur les chemins de l'histoire contemporaine la radicalisation communiste, comme en témoignent nombre de ses numéros, notamment celui d'avril 2000, « Un siècle d'économie sociale ».

Le bandeau promotionnel de l'ouvrage publié par les Editions de l'Atelier, *« Et si le Livre noir n'avait pas tout dit… »*, semblait suggérer une réaction défensive de la part d'historiens exaspérés par les excès du courant « totalitariste », assimilant le communisme à une pure entreprise criminogène. Il n'en est heureusement rien. Loin de s'abandonner aux délices d'une polémique sans merci, les vingt-trois auteurs ont estimé qu'il y avait mieux à faire sur le sujet. La volonté de procéder à un véritable travail scientifique s'impose d'autant plus qu'il s'agit d'un terrain historique particulièrement contaminé par les outrances idéologiques de toute nature. Le rejet d'une approche unilatérale n'implique, toutefois, aucun renoncement à l'idée d'un dénominateur commun aux ravages du communisme, ainsi qu'à la question brûlante de ses similitudes avec le nazisme.

Le livre vient à son heure, celle du retour à un certain sens de la rigueur et de la mesure. L'un des auteurs du *Livre noir du communisme*, Nicolas Werth, qui avait marqué il est vrai son désaccord avec la préface « intégriste » de Stéphane Courtois, ne vient-il pas de valider la démarche des concepteurs du présent ouvrage? *« Expliquer,* dit-il, *qu'il n'y a pas un communisme mais des communismes, je suis plutôt d'accord. Le phénomène n'est pas réductible au crime, il y a d'autres dimensions. Plus on compare le communisme et le nazisme, plus les différences sautent aux yeux. Il y a eu une dérive de l'histoire exclusivement policière… »*

Le projet, ambitieux par l'ampleur du chantier ouvert, affiche une humilité de bon aloi sur la méthode. Les auteurs soulignent volontiers qu'ils se gardent de proposer des thèses et *a fortiori* une synthèse. Leur réflexion sur la pluralité des communismes, liée au souci de revenir aux « fondamentaux » de l'histoire sociale, indispensable pour un tel examen, les conduit à proposer pour l'essentiel des points de repère et à poser des questions thématiques.

L'ouvrage vise un large public, sans céder aux facilités du racolage démagogique, trop souvent de mise en la matière. La première partie postule que l'historiographie du communisme, partie intégrante de son histoire, est l'objet d'enjeux politiques et scientifiques considérables. La deuxième restitue les grandes étapes du développement universel du communisme. La troisième est centrée sur la diversité du militantisme communiste et de ses modes d'encadrement. La dernière partie, enfin, aborde les sujets de polémique les plus récents. S'il reste beaucoup à faire pour reconstituer le gigantesque puzzle communiste, les auteurs font tout pour mériter notre respect par la qualité du travail accompli. La preuve est faite que la lucidité n'est nullement incompatible avec le refus de l'acharnement partisan.

Les limites d'une note de lecture permettent difficilement de donner la mesure d'un tel effort. Notre évocation se bornera donc à un choix, purement

subjectif, de quelques aspects de ce foisonnement historique. Si l'on ne peut véritablement associer, consubstantiellement, la terreur et la violence à l'idéal communiste, comme on est fondé à le faire pour le nazisme, la relation est là, brutale et massive, atteignant parfois des sommets vertigineux, comme dans les années 1937 et 1938 en Union soviétique. L'évaluation précise du malheur comporte une marge d'incertitude, le dénombrement des victimes faisant encore l'objet d'un recensement lacunaire. Reste que le bas de la fourchette statistique est de toute façon aussi accablant que le haut pour ce régime.

L'ouvrage apporte des éclairages précieux sur les causes de cette hégémonie coercitive. On retient, en premier lieu, les explications par l'amont. *« Le surgissement de cette violence généralisée au plus grand nombre coïncide avec l'apparition de "l'ère des masses"… »*, estiment Michel Dreyfus et Roland Lew; les fusillades de la Semaine sanglante, en 1871, constituant un lever de rideau sur les tragédies à venir. Les ravages de la Grande Guerre devaient, enfin, selon la saisissante formule de Trotski, provoquer une *« radiation sanglante »*.

Ce sont bien entendu les facteurs endogènes de ces enchaînements funestes sur lesquels se concentrent plusieurs articles. *« Les bolcheviks étaient sincèrement convaincus de détenir la clé de compréhension du passé, du présent et du futur de l'humanité et d'être les agents d'une transformation radicale du monde »*, observe Gàbor T. Rittersporn. Terrible présomption qui devait placer les peuples concernés dans un immense lit de Procuste. L'échec de l'utopie initiale vidée de sa substance débouche inexorablement sur l'autisme stalinien, comme seul moyen de préserver un pouvoir en proie à une défiance populaire souterraine.

La violence sans rivage employée pour *« changer le peuple »*, selon la formule brechtienne, marque une telle singularité historique qu'elle ne cesse d'interloquer. Elle frappe certes massivement les simples Soviétiques, mais s'exerce aussi sur les cadres les plus fidèles du régime, d'autant plus lourdement que l'on monte dans la hiérarchie. L'exécution, vers la fin des années 30, de 98 des 139 membres du Comité central du PCUS élu en 1936, dans la ferveur stalinienne, et de 75 des 80 membres du Conseil militaire suprême donne la mesure d'un phénomène qui n'a que peu d'équivalents dans l'histoire. Le film magnifique de Nikita Milkhalkov, *Soleil trompeur*, offre de ce point de vue un aperçu de l'ampleur et de l'absurdité de cette folie collective. Beaucoup reste à faire pour commencer à lui trouver une explication rationnelle.

La paysannerie, en raison d'une culture enracinée dans la longue durée, a représenté un obstacle majeur pour l'expansion du volontarisme soviétique. Elle a cristallisé sur elle le flux principal de la violence d'Etat. Une guerre, à la fois coloniale et civile, a été déclenchée à l'occasion de la collectivisation, sous couvert de « dékoulakisation », constate Lynne Viola. Le chaos engendré dans les campagnes devait provoquer une famine généralisée, dont le coût humain s'élèvera à plus de cinq millions de victimes au début des années 30. Les paysans seront vaincus, mais pas la culture paysanne, qui entretiendra une résistance passive persistante. L'implosion finale de la société soviétique doit beaucoup à ce désaveu obstiné.

L'approche sociale permet d'accéder plus aisément à la complexité des organisations et de la doctrine communistes, particulièrement quand elles ont agi comme force d'opposition. De nombreuses pages sont consacrées à la question de la politisation des classes populaires, phénomène central pour l'ouvrage. L'engagement communiste a représenté, dans un pays comme le nôtre, *« une sorte de tremplin pour permettre à ces milieux populaires d'accéder à la politique »*, dit Serge Wolikow. Le revers de la médaille n'échappe pas aux auteurs. La militarisation du parti communiste, que l'on énonce *« "le parti", sans autres prédicats*[1] *»*, a pour effet de placer ses membres dans *« un enfermement symbolique »* dont il est malaisé de sortir, constatent Claude Pennetier et Bernard Pudal. A la fois théâtre d'une promotion sociale indiscutable et d'une disgrâce politique non moins certaine en cas de sursaut critique, l'engagement militant est vécu sous la contrainte de cette redoutable ambivalence.

(1) Le roman récent de François Salvaing, *Parti* (Stock, 2000), nous offre un tableau remarquable, par ses contrastes entre lumière et ombre, de la singularité de l'engagement communiste et de son langage.

Le don sans réserve de sa personne, le gel d'une part de son capital intellectuel initial, l'affectation de *« la modestie et de l'humilité des simples »*, comme gage d'abdication de toute ambition personnelle, constituent autant de gestes évocateurs d'une foi jurée qui a pu apparaître à certaines générations comme le point de passage obligé du combat pour la justice. La mise en exergue de ce rite spécifique d'initiation, à travers *« le récit archétypal : Fils du peuple »*, nous fait toutefois regretter l'impasse faite sur le livre de Stéphane Sirot, *Maurice Thorez*[2], qui offre une analyse remarquable de la conception thorézienne de l'engagement communiste.

L'absence de conclusion confirme la volonté initialement affichée de ne pas énoncer de thèse. Reste que le dernier article, écrit par Bernard Pudal, assurément l'un des plus roboratifs, confère à l'ensemble, par son innovation critique, une véritable portée conclusive. La remise en cause de la légitimité du « couple classe ouvrière et communisme », non seulement par la récusation de son caractère nécessaire, dénué de fondements conceptuel et historique, mais par la référence à la notion de « tradition inventée », revient à écrouler l'un des piliers porteurs du temple[3]. En fait, le postulat de la confluence inéluctable entre communisme et monde ouvrier faisait fi d'un obstacle de taille : la souveraineté des cultures ouvrières. La greffe communiste n'a pas pris là où les classes ouvrières se sont affirmées avec suffisamment d'autonomie.

Finalement, les « succès » français et italiens relèvent davantage de l'exceptionnalité que de la norme. *« Ne sont-ils pas les "arbres qui cachent la forêt"? »* La proclamation du rôle d'avant-garde de la classe ouvrière, corollaire de cette relation privilégiée supposée, ne pouvait qu'être illusoire et dangereuse ; l'avant-gardisme impliquant, on le sait, la défiance de l'arrière-garde. *« Rien d'étonnant si la thématique de la trahison hante l'histoire du mouvement ouvrier. »* On notera, au passage, que l'accusation de l'Union sacrée d'août 1914, dans le procès ininterrompu engagé contre la social-démocratie, a toujours épargné Marcel Cachin, fondateur du PCF, honoré comme tel jusqu'à la fin de sa vie, malgré sa participation active à cette « trahison ». L'un des prix forts payés pour l'emprise idéologique venue d'Octobre aura été à coup sûr la division profonde et durable dans les mouvements ouvriers.

Reste que la démarche scientifique initiée par les auteurs permet de réinscrire le phénomène communiste, mis au pluriel, au sein des grandes évolutions sociales et politiques du XXe siècle, sans complaisance ni diabolisation. Les réalités communistes d'hier et leur héritage d'aujourd'hui ne peuvent s'appréhender, dix ans après le grand naufrage, par le prisme du ressentiment. Sans parti pris et sans amertume, *Le siècle des communismes* nous aide à en saisir la complexité. Le cinéaste allemand Volker Schlöndorff n'a-t-il pas admis récemment que son regard a changé sur les Allemands de l'Est, depuis qu'il a pris la direction, en 1992, des studios de cinéma de l'ex-RDA, à Babelsberg, près de Berlin : *« […] On les sent encore très marqués par le passé. Ils ont d'autres valeurs. Ils continuent à se demander comment on peut vivre sans utopie. Alors qu'à l'Ouest les gens se demandent surtout comment ils peuvent avoir le maximum de points pour leur retraite*[4]*. »* Il se pourrait que subsistent encore quelques braises sous la cendre du « passé d'une illusion ».

Bernard Gibaud ●

La démocratie inachevée : histoire de la souveraineté du peuple en France
Pierre Rosanvallon. Gallimard, NRF, 2000, 422 p.

« La démocratie représentative s'est imposée dans son principe au moment où elle s'est fragilisée dans son fonctionnement. » Ainsi s'ouvre l'ouvrage de Pierre Rosanvallon.

Loin de proposer une réflexion supplémentaire sur le devenir de la démocratie occidentale, l'ouvrage s'inscrit dans une perspective de résonance

(2) Presses de Sciences po, 1999, 302 p.

(3) *« La particularité des traditions "inventées" tient au fait que leur continuité avec ce passé est largement fictive »*, précise Eric Hobsbawm, l'inventeur de la formule.

(4) *Télérama,* n° 2654, 22 novembre 2000, p. 56.